

Dans les coulisses de l'agriculture raisonnée

MARIE ROUÉ

Ce libre-opinion ouvre un débat sur les positions des différents groupes agricoles et agro-alimentaires impliqués dans l'interface développement durable et production agricole. Il s'agit ici de commencer à clarifier des termes couramment utilisés, souvent concurrents, comme agriculture durable, agriculture paysanne et agriculture biologique.

L'agriculture raisonnée, c'est le mot d'ordre lancé par le dernier salon de l'Agriculture cette année, et diffusé par un grand article dans le Monde du 28 février-lundi 1^{er} mars (cf. également l'article de Chantal Le Noallec dans le Monde Diplomatique de mars 1999 intitulé « Main basse sur les produits bio »). Il nous a semblé qu'il y avait là matière à débat pour les lecteurs de NSS. Ce qui frappe tout d'abord, que ce soit dans le document publicitaire produit par la direction de la communication d'Auchan et distribué à l'occasion du Salon, ou dans l'article du Monde, c'est que l'approche dite « écologique » de l'agriculture raisonnée (AR) est présentée partout comme un « juste milieu » entre l'ancienne agriculture productiviste, dont personne aujourd'hui ne veut plus, et l'agriculture biologique, qui, on le suggère sans le dire franchement, serait en quelque sorte un modèle irréaliste et élitiste. Qu'en est-il ?

Une nouvelle solution pour l'agriculture nous est proposée à grand renfort de publicité par les grands de la distribution alimentaire. Mais d'où nous vient ce concept, qui sont les acteurs qui la prônent, quels en sont les producteurs ? Selon l'association Farre (Forum de l'agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement) qui « a pour vocation de promouvoir l'agriculture raisonnée à travers un réseau de fermes de rencontre, de donner la parole à des agriculteurs, afin qu'ils témoignent de leur engagement... », l'agriculture raisonnée serait apparue au début de la décennie. À la lecture du Monde on se rend compte que la vérité est plus complexe, et en particulier que cette association est financée à 70 % par les groupes phytosanitaires. Soucieux de la détérioration de leur image associée en particulier aux problèmes de pollution, les grands groupes se lancent dans une campagne de conquête de leur légitimité, en proposant un usage modéré de produits phytosanitaires « plus adaptés ». Sur le serveur web de Farre on peut certes s'inscrire pour visiter des « fermes de rencontre » où l'on est reçu, nous dit-on, par des agriculteurs Farre qui souhaitent amorcer un dialogue. Mais la consultation de la page consacrée à la liste des membres de Farre nous montre que ces agriculteurs sont en bonne et nombreuse compagnie. Sous la rubrique agriculture, on trouve, entre autres la FNSEA, le CNJA, ANDA, sous la rubrique agro-alimentaire la Sopena, Ania, sous la rubrique agro-fourriture voisinent l'UIPP, SECMA, ANPEA, enfin sous Environnement on trouve le logo

chasseur de France, l'ONC... En bref, ce forum est un immense réseau d'organismes. Continuons notre enquête sur la toile, à la recherche des acteurs sociaux qui se cachent derrière cette nouvelle étiquette. Sur le serveur de l'UIPP, c'est-à-dire de l'Union des industries de la production des plantes, industrie phytosanitaire, on trouve également une défense de « l'agriculture raisonnée : une agriculture rentable et respectueuse de l'environnement », et, immédiatement sous ce titre, une mention : sachiez-vous que l'UIPP a été à l'initiative de l'association Farre, réseau d'agriculteurs qui se veut porte-parole de l'agriculture raisonnée ? Toujours la même ambiguïté, assez typique de notre époque, c'est-à-dire de la période post-Rio. Le développement dirigé par l'économie et subi par les producteurs n'a plus la cote. Il faut absolument que les locaux eux-mêmes produisent leurs propres modèles, plus près du terrain. Et l'on a vu, en particulier dans les pays du sud, un incroyable déploiement d'intermédiaires, en général des ONG, censées être les seules à pouvoir déve-

MARIE ROUÉ,
UMR 8575 Aponat,
CNRS/MNHN,
57, rue Cuvier
75005 Paris, France
roue@mnhn.fr

ANDA :	Association nationale pour le développement agricole
ANIA :	Association nationale des industries agro-alimentaires
ANPEA :	Association nationale professionnelle pour les engrais et amendements
CNJA :	Centre national des jeunes agriculteurs
FARRE :	Forum de l'agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement
FNSEA :	Fédération nationale des syndicats d'exploitation agricole
ONC :	Office national de la chasse
SECMA :	Syndicat des entreprises de commerce de matériel agricole
SOPEXA :	Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires
UIPP :	Union des industries de la production des plantes

lopper le bon discours et frapper aux bonnes portes. En France, le même phénomène s'étend, et pour les sciences humaines l'analyse devient de plus en plus difficile. Est-on en face des légitimes représentants d'un groupe socio-professionnel ou d'une population locale ? Ou bien faut-il admettre que la critique du dirigisme et de l'inadéquation du modèle productiviste n'a donné lieu qu'à un méta-discours et à la création d'un nouveau pouvoir, tout aussi loin des pratiques, des savoirs et des visions du monde locales ?

Au-delà d'une guerre symbolique entre bio et agriculture raisonnée qui vise clairement à être sacrée meilleure représentante des nouvelles normes – respect de l'environnement et développement durable –, qu'en est-il des pratiques proposées ? À défaut d'enquêtes qualitatives sur des exploitations qui souscrivent à l'un ou l'autre label, nous nous contenterons pour le moment d'analyser le discours des partisans de l'agriculture raisonnée sur leurs pratiques. L'agriculture raisonnée propose (toujours la voie du milieu) d'allier expérience du passé aux techniques les plus récentes. Elle promet, quand cela est possible nous dit-on, la lutte biologique en sus des produits chimiques classiques. C'est le cas pour la pyrale du maïs, qui peut être combattue grâce au parasite du parasite, le trichogramme. Des techniques d'irrigation visant l'économie d'eau sont également favorisées : gouttes à gouttes, choix de variétés adaptées aux sols et au climat. La fertilisation est ajustée : « ni trop, ni trop peu ». Ce que l'on constate donc, c'est un certain flou, et l'absence de normes contrôlées par un organisme indépendant. Contrairement à l'agriculture biologique qui doit répondre à des exigences très précises pour bénéficier du label Ecocert, société de certification agréée par le ministère de l'agriculture, le ministère de l'économie et des finances, et les normes européennes, l'agriculture raisonnée ne bénéficie pas d'un tel cadre. L'application d'une politique « raisonnable » semble donc faire l'objet pour le moment d'une libre appréciation des acteurs qui régissent les conditions de production et de distribution. Pouvons-nous nous en contenter, alors que des intérêts économiques énormes sont en jeu, qui, s'ils ne sont mis en avant, ni dans la communication de la grande distribution, ni dans celle des industries phytosanitaires et agro-alimentaires, existent néanmoins ?

L'UIPP, se référant à un sondage SOFRES/UIPP de 1997, affirme que c'est la volonté du public qu'il y ait « maintien d'une agriculture productive qui puisse jouer son rôle nourricier ». Elle confirme que de nouvelles exigences apparaissent de la part des consommateurs : pour 64 % des sondés la qualité, et pour 77 %, la préservation de l'environnement. Voilà une vision, même si on connaît les risques normatifs de tels instruments de mesure, qui correspond en tous cas à l'air du temps. On pourrait pourtant éprouver quelque légitime inquiétude à l'idée d'une production pilotée, ou qui se dit pilotée, par l'opinion publique. Dans tous les cas, ce que ne nous donne pas un

sondage, c'est la vision des agriculteurs. Comment parvenir à une agriculture qui s'inscrive dans un véritable développement durable, c'est-à-dire à un choix économiquement viable pour les producteurs, qui dégage un bénéfice suffisant, et permette de réduire, sinon de s'affranchir de la dépendance à l'égard des industriels et des financiers ? Le développement durable, n'est-ce pas aussi pour les agriculteurs retrouver une responsabilité dans son travail quotidien, ne pas risquer de devenir un exécutant à la solde des industries agro-alimentaires, phyto-sanitaires, et autres vrais décideurs ? Ce modèle permet-il un mode de vie conforme aux besoins des principaux intéressés : qualité de vie, risques pour la santé, volonté ou non pour les éleveurs de tenir compte du « bien-être animal » ? Que valent à cet égard les différentes solutions proposées, en particulier agriculture raisonnée et biologique ?

Sur le plan symbolique, l'agriculture biologique, telle qu'elle est présentée dans le dépliant publicitaire d'Auchan intitulé « Pourquoi Auchan choisit l'agriculture raisonnée » est rejetée dans l'excès. Tous les acteurs sociaux présentés jouent le jeu d'une opposition bipolaire. Comme dans la pub à la télé pour la lessive, un paysan affirme, tout en développant des arguments raisonnables pour une agriculture raisonnée, que le bio n'est « pas rentable dans de petites exploitations comme les nôtres ». Le point de vue du commercial utilise un autre registre, plaçant le bio dans le rôle du produit de luxe, par opposition aux produits issus de l'agriculture raisonnée : non seulement trop cher à la vente, donc inaccessible à certains, il ne répond pas à la demande et « ne peut concerner qu'un nombre très limité de produits ». Pour les grandes chaînes de distribution, c'est ainsi que se définit leur stratégie commerciale, qui est affaire de créneau. Les consommateurs réclament une production « propre ». Il semble donc plus rentable d'enfourcher, comme dit le Monde, ce « vecteur de communication porteur » qu'est la volonté citoyenne de consommer des produits issus d'une agriculture respectueuse de l'environnement pour un très large éventail de produits, plutôt que pour quelques-uns qui ne toucheraient qu'une clientèle réduite. Comme on ne peut pas prôner un nouveau mode de production, et de nouveaux produits, sans les comparer aux autres produits qui véhiculent la même charge symbolique, il faut pousser l'un pour mettre l'autre à la place.

Pour conclure nous ouvrons donc le débat sur ces points : est-il possible de concilier des objectifs qui sont pour une part contradictoires, la productivité, un coût contrôlé, la qualité des produits et la préservation de l'environnement ? Comment différents acteurs sociaux dans le monde agricole s'engagent-ils aujourd'hui dans une telle démarche, et avec quel soutien, de la part de l'industrie, de la distribution, des pouvoirs publics, des citoyens ?